

CONTRE LES USAGERS ET LE PROGRÈS SOCIAL : L'UNION SACRÉE POUR CASSER LA FONCTION PUBLIQUE !

À rebours des légitimes aspirations de la grande majorité des citoyens, le gouvernement et une partie des parlementaires poursuivent leur œuvre de casse des services publics.

En effet, très récemment, le 2 juillet, le secrétaire d'Etat en charge de la Fonction publique — pour qui la Fonction publique semble bien être une charge) — confirmait que le gouvernement n'entendait pas dégeler la valeur du point ni accorder quelque mesure générale quelle qu'elle soit. Se serrer la ceinture est donc la perspective que le pouvoir exécutif souhaite imposer à tous les agents. Pourtant, le dernier index Bloomberg relève que les 14 milliardaires les plus riches de France ont vu leur richesse augmenter de 70 milliards d'Euros en 6 mois : il en suffirait 40 pour porter le SMIC à 1800 euros.

Juste après, le projet de loi dit « de transformation de la Fonction publique » va être définitivement adopté dans quelques jours, après un jeu de rôle entre les députés et sénateurs de droite (LREM) et leurs collègues de droite (LR).

Même si c'est un mauvais coup, ce n'est évidemment pas une surprise.

Précarité accrue, droits sociaux amputés, atteintes graves au droit de grève, individualisation des rémunérations : ces dispositions, non exhaustives, suffisent à souligner la gravité des reculs à l'ordre du jour.

En s'attaquant ainsi au socle progressiste que constitue la Statut général, c'est bien des droits fondamentaux des citoyens et des usagers qui sont remis en cause.

En plus de l'abandon de missions publiques ou de leur privatisation, c'est l'intrusion de la loi du marché et du profit à tous les niveaux de la Fonction publique qui est préparée.

A l'inverse de cette vision rétrograde et dangereuse, la CGT est porteuse des valeurs fortes d'égalité d'accès aux emplois publics, de lutte contre la précarité, de la garantie de neutralité de la Fonction publique, de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Nous n'acceptons pas les chutes vertigineuses du pouvoir d'achat, le rétablissement du jour de carence ou de nouvelles suppressions d'emplois et nous ne considérons pas que la page du démantèlement du Statut soit tournée avec l'adoption de la loi.

La CGT, avec les organisations syndicales qui partagent sa conviction, va continuer à mener le combat pour une Fonction publique toujours plus et mieux au service de la population, du progrès social et de l'intérêt général, dotée de tous les moyens indispensables à l'accomplissement de ses missions.

LA CASSE DU SERVICE PUBLIC, ON N'EN VEUT PAS !

Montreuil, le 10 juillet 2019

